

1893 Extrait d'un article paru en juillet 1893 dans la revue polonaise *Sprawa Robotnicza* (la Cause ouvrière), éditée à Paris et diffusée clandestinement en Pologne. Rosa Luxemburg en était la principale animatrice. Ce texte, rédigé « à l'occasion du centième anniversaire de 1793 », était inédit depuis lors. Paru dans le journal *L'Humanité*, du 15 janvier 2009, grâce à l'historien polonais Feliks Tych (Varsovie) qui a permis d'authentifier ce document rédigé par Rosa Luxemburg.



Rosa Luxemburg

L'année 1793

1893



L'année 1793 ! Cent ans sont passés depuis ce temps auquel les ennemis du peuple travailleur, les tsars, les rois, la noblesse, les princes, les patrons d'usine et tous les autres riches (les capitalistes) ne peuvent songer encore aujourd'hui sans éprouver de la terreur. Leurs âmes tremblent dès que l'on prononce ce mot : l'année 1793 !

Pourquoi cela ? Parce que, dans ces années-là, le peuple travailleur en France, et particulièrement dans sa capitale, Paris, s'est débarrassé pour la première fois du joug multi-séculaire et a entrepris de tenter d'en finir avec l'exploitation et de commencer une vie nouvelle et libre. (...)

[R.L. évoque les premières étapes de la Révolution]

« Pour quelle raison ai-je combattu ? Pourquoi ai-je versé mon sang ? » s'interroge le peuple français trompé dans ses espérances. Pour quoi ai-je offert ma poitrine aux balles des soldats du roi ? Seulement pour remplacer un oppresseur par un autre ? Pour arracher le pouvoir et les honneurs à la noblesse et le transmettre à la bourgeoisie ?

Et le peuple de Paris engagea un nouveau combat. Ce fut la deuxième révolution - la révolution populaire -, le 10 août 1792. Ce jour-là, le peuple prit d'assaut le Palais royal et l'Hôtel de ville. La bourgeoisie était du côté du roi, qui, doté d'un pouvoir affaibli, défendait ses intérêts contre ceux du peuple.

Cela n'empêcha pas le peuple de renverser le trône. La bourgeoisie tenait l'Hôtel de ville et l'administration municipale d'une main ferme et voulut dominer le peuple avec sa police et la Garde nationale. Cela n'empêcha pas le peuple de prendre d'assaut l'Hôtel de ville, d'en expulser la bourgeoisie et de tenir dans ses mains calleuses l'administration municipale de Paris. En ce temps-là, l'administration de la Commune de Paris était totalement indépendante de l'administration de l'État. La Commune, s'appuyant sur le peuple révolutionnaire victorieux, obligea la Convention (la nouvelle Assemblée nationale), qui se réunit en septembre 1792 et proclama aussitôt la République, à faire d'importantes concessions. Sans la puissance menaçante de ce peuple, la Convention aurait probablement fait aussi peu de choses que les Assemblées précédentes pour les masses populaires. La grande majorité des membres de la Convention étaient hostiles aux changements imposés par la révolution du 10 août. Une partie de la Convention - le parti de la Gironde (ainsi nommé, car ses principaux dirigeants provenaient de ce département) - mena une lutte ouverte contre la souveraineté de la Commune révolutionnaire de Paris. Les Girondins, représentants de la moyenne bourgeoisie républicaine, étaient d'ardents partisans de la République et des adversaires acharnés de toute réforme économique d'ampleur au profit du peuple travailleur. Seule la minorité de la Convention, la Montagne (ainsi nommée parce que ses membres occupaient les bancs les plus hauts dans la salle de la Convention), défendait fidèlement la cause du peuple travailleur. Aussi longtemps que les girondins siégèrent à la Convention, ceux de la Montagne ne purent la plupart du temps pratiquement rien faire, car les girondins avaient évidemment toujours la majorité de leur côté (...).

[R.L. évoque la chute des girondins sous la pression populaire les 31 mai et 2 juin 1793.]

Examinons ce que le peuple travailleur obtint au cours de sa brève période où il exerça un rôle dominant. Les dirigeants du peuple, comme les membres de l'administration municipale et les montagnards souhaitaient ardemment la complète libération économique du peuple. Ils aspiraient sincèrement à la réalisation de l'égalité formelle de tous devant la loi, mais aussi à une réelle égalité économique. Tous leurs discours et tous leurs actes étaient basés sur une idée : dans la république populaire, il ne devrait y avoir ni riches ni pauvres ; la république populaire, cela veut dire que l'État libre bâti sur la souveraineté populaire ne pourrait rester longtemps en place si le peuple, souverain politiquement, se trouvait dépendant des riches et dominé économiquement.

Mais comment réaliser l'égalité économique pour tous ? À notre époque, les partis ouvriers sociaux-démocrates de tous les pays ont inscrit sur leur bannière comme aboutissement de leur combat l'égalité économique pour tous. Et pour réaliser cet objectif, ils exigent l'abolition de la propriété privée de tous les outils de travail ; la propriété de la terre, des usines, des ateliers, etc., doit

être transférée à l'ensemble du peuple travailleur. Le parti de la Montagne chercha à résoudre ce problème tout autrement. Très peu parmi eux, et aussi parmi les membres de la Commune, partageaient le point de vue de la social-démocratie d'aujourd'hui... Seules quelques voix isolées, qui disparurent dans la masse des autres. Elles ne trouvèrent même pas une écoute favorable auprès de la partie la plus progressiste du peuple de Paris : le prolétariat. Au contraire, ni le prolétariat ni les montagnards ne pensaient à l'abolition de la propriété privée des moyens de travail. Ils voulaient réaliser l'égalité économique de tous en donnant à tous les citoyens français qui ne possédaient rien une parcelle de propriété privée. En un mot, ni le prolétariat parisien d'alors ni les montagnards n'étaient socialistes. (...)

Tout autre était la situation il y a cent ans. En France, comme dans d'autres États, le prolétariat représentait à peine une petite partie de la masse du peuple travailleur. La paysannerie, qui constitue la plus grande part du peuple français, était satisfaite de ce qu'elle avait obtenu pendant la Révolution. En effet, comme nous l'avons signalé, seuls les cultivateurs les plus riches pouvaient acheter des terres. La partie la plus pauvre de la paysannerie française ne souhaitait pas la propriété collective socialiste, mais une augmentation de leur part de propriété. Les montagnards avaient justement l'intention de remettre aux paysans toutes les terres de la noblesse et du clergé qui n'avaient pas encore été vendues. La distance entre les montagnards et le socialisme est démontrée par le fait que, en accord avec les autres conventionnels, ces derniers ont partagé à quelques paysans ce qu'il restait des anciens biens communaux (prairies, champs, terrains en friches). (...)

Après tout cela, il est clair que les montagnards, malgré toute leur bonne volonté, étaient incapables de réaliser leur désir ardent : l'égalité économique de tous. Cette aspiration n'était pas réalisable en ce temps-là. En outre, les moyens dont on se servait n'eurent comme effet que de retarder pour une brève période le développement de la constitution du capitalisme, c'est-à-dire la plus grande inégalité économique. (...)

Tant que la Montagne était entre leurs mains, ils ont dû trouver leur salut dans des moyens économiques coercitifs, notamment pour empêcher le peuple de Paris de mourir de faim. Ces moyens étaient les suivants : la fixation d'un prix maximal pour le pain et pour d'autres denrées alimentaires, des emprunts obligatoires auprès des riches et, tout particulièrement à Paris, l'achat de pain de la part de la commune afin de le distribuer au peuple au prix le plus bas possible. Tout cela n'était que des interventions purement et simplement superficielles dans la vie économique française. Tout cela ne pouvait que mener à la paupérisation de gens riches et ne fournir qu'une aide momentanée au peuple affamé - rien de plus. Et même si les intentions du parti des montagnards de donner des terres à tous ceux qui désiraient travailler avaient été atteintes, l'égalité économique n'aurait pas pourtant été acquise pour longtemps. À la fin du siècle dernier, la France occupait dans le système

capitaliste la même position que les autres pays d'Europe de l'Ouest. Elle devait rechercher inéluctablement la transformation des petits propriétaires en prolétaires et l'unification de l'ensemble des biens - y compris de la propriété foncière - dans les mains de quelques riches .

(...) Après la chute de la Commune et de la Montagne, le prolétariat parisien pris par la faim se souleva encore quelques fois contre la Convention , en criant : « Du pain et la Constitution de 1793. » Ce n'étaient toutefois plus que des faibles sursauts d'une flamme révolutionnaire en voie d'extinction. Les forces du prolétariat étaient épuisées ; quant à la conjuration organisée en 1796 par le socialiste Babeuf contre le gouvernement d'alors, dans le but d'introduire une constitution socialiste, il fut tout aussi infructueux. Babeuf avait bien compris que l'égalité économique n'était pas compatible avec la propriété privée des moyens de production, qu'il voulait socialiser. Il se trompait toutefois lorsqu'il supposait pouvoir l'appliquer dans la France d'alors avec l'aide d'une poignée de conjurés. Babeuf et ses amis pouvaient encore moins compter sur un succès que les montagnards. Ses projets socialistes ont été étouffés dans l'oeuf.

(...) La conjuration de Babeuf n'a pu troubler qu'un instant le calme de la bourgeoisie française repue qui s'enrichissait. Elle avait déjà oublié les « frayeurs de l'an 1793 ». C'est bien elle et non le prolétariat qui a récolté tous les fruits de la Révolution française. L'ampleur de la violence que la Montagne a déployée contre la noblesse et ses biens n'a pas servi au prolétariat mais à la bourgeoisie. La majeure partie des biens [du clergé] réquisitionnés - « les biens nationaux » - ont été achetés et sont tombés dans les mains de la bourgeoisie aisée. La paupérisation du clergé et de la noblesse n'a fait que renforcer les pouvoirs économiques, sociaux et politiques de la bourgeoisie française.

(...) Tels sont les effets sociaux immédiats de la Révolution française. Actuellement, un siècle plus tard, nous voyons clairement les conséquences ultérieures de la Grande Révolution. Elle a certes installé la bourgeoisie sur le trône, mais le règne de la bourgeoisie est indissociable du développement du prolétariat.

Et c'est maintenant particulièrement que nous voyons de nos propres yeux à quel point son succès conquis sur la noblesse court à sa ruine. (...)

La tentative bien trop précoce du prolétariat français d'enterrer dès 1793 la bourgeoisie fraîchement éclosée devait avoir une issue fatale. Mais après cent ans de règne, la bourgeoisie s'affaiblit sous le poids des ans. Enterrer cette vieille pécheresse est aujourd'hui une bagatelle pour le prolétariat débordant d'énergie. À la fin du siècle dernier, le prolétariat - peu nombreux et sans aucune forme de conscience de classe - a disparu en se fondant dans la masse des petits-bourgeois . À la fin de notre siècle, le prolétariat se trouve à la tête de l'ensemble du peuple travailleur des pays les plus importants et gagne à sa

cause la masse de la petite-bourgeoisie des villes ainsi que, plus récemment, la paysannerie .

À l'époque de la grande Révolution française, les meilleures personnalités étaient du côté de la bourgeoisie. De nos jours, les personnalités les plus nobles issues de la bourgeoisie (de la « couche intellectuelle ») sont passées du côté du prolétariat.

À la fin du siècle dernier, la victoire de la bourgeoisie sur la noblesse était une nécessité historique. Aujourd'hui, la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie est au même titre une nécessité historique.

Mais la victoire du prolétariat signifie le triomphe du socialisme, le triomphe de l'égalité et de la liberté de tous. Cette égalité économique, qui était il y a un siècle le grand rêve de quelques idéalistes, prend aujourd'hui forme dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement social-démocrate. La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » n'était à l'époque de la grande Révolution française qu'un slogan de parade dans la bouche de la bourgeoisie, et un faible soupir dans la bouche du peuple - ce mot d'ordre est aujourd'hui le cri de guerre menaçant d'une armée de plusieurs millions de travailleurs.

Le jour approche où il prendra corps et deviendra réalité.

En l'an 1793, le peuple de Paris a réussi à détenir le pouvoir entre ses mains pour une courte durée ; mais il a été incapable d'utiliser ce pouvoir pour se libérer économiquement. De nos jours, le prolétariat de tous les pays mène résolument et inlassablement un combat à la fois politique et économique.

Le jour où le prolétariat détiendra le pouvoir politique sera aussi le jour de sa libération économique.

K.

(pseudonyme de Rosa Luxemburg)

